

LES 100 PROPOSITIONS DE

cartes_{sur}TABLE

des idées pour la gauche

DANS LA PRESSE



Avis de vent frais sur l'Élysée

A l'occasion des 100 premiers jours du quinquennat hollandais, un think tank de jeunes âgés de 25 à 35 ans liste 100 mesures à mettre en œuvre. Leur credo : des propositions courtes et accessibles.

Par CHRISTOPHE ALIX, JONATHAN BOUCHET-PETERSEN

Les 100 jours comme une respiration dans la vie politique ? Comme la tradition d'un premier bilan ? Leurs aînés de Terra Nova ou de l'Institut Montaigne s'en chargeront bien pour eux. Composé de jeunes âgés de 25 à 35 ans, le nouveau think tank Cartes sur table revendique un autre rôle, celui de *«poil à gratter»*. Une responsabilité qui sied à leur génération et que ces sympathisants PS, Front de gauche ou Europe Ecologie-les Verts jugent d'autant plus nécessaire que la gauche est au pouvoir.

A l'occasion des 100 jours de François Hollande à l'Élysée, Cartes sur table publie 100 propositions que relaie *Libération* (lire pages 4 et 5, et en intégralité sur Libe.fr). *«Il est évidemment plus confortable de se complaire dans l'opposition, mais nous refusons la critique passive, explique Agathe Cagé, une des cofondatrices. Notre démarche consiste plutôt à nous retrousser les manches pour proposer, échanger et contribuer avec nos idées à changer la vie des gens.»* Des idées parfois nouvelles, parfois passées aux oubliettes, que ses membres assurent *«ancrées dans le réel et compréhensibles par tous les Français»*. Pour cela, il a fallu rompre avec la langue technocratique version Terra Nova et sortir des contraintes de la doctrine idéologique. Contre-pied originel pour ce think tank *«virtuel»*, qui affirme *«partir de la vie quotidienne»* de la cinquantaine de ses contributeurs (hauts fonctionnaires, urbanistes, avocats, militants au chômage) pour formuler des propositions à même d'améliorer celle des Français.

«Boîte à idées». Cent propositions comme un aiguillon, aussi, de ce que ce quinquennat ne doit pas oublier d'être, malgré la crise et les urgences internationales ? *«Notre objectif n'est pas de décerner les bons et les mauvais points au gouvernement, assure Agathe Cagé, mais de proposer une boîte à idées originale, en disant qu'il ne faut pas oublier les jeunes, les gens qui cherchent des emplois, ceux qui ne demandent qu'à prendre leur autonomie.»* Et si Cartes sur table revendique de ne pas avoir de ligne politique unique, le think tank se place dans le camp de *«la gauche de gauche»*, laissant *«la gauche progressiste et centriste»* à Terra Nova et consorts.

Enarque, normalienne, Agathe Cagé a, elle, le profil type des jeunes technos qui peuplent les ministères. De droite comme de gauche. Mais peut-être parce qu'elle est aussi doctorante en sciences politiques - et que sa matière universitaire est le lien entre la sphère politique et la sphère intellectuelle -, la jeune femme sait pourquoi elle a, pour l'instant, choisi une voie différente. *«Quand vous êtes dans un cabinet, tout va très vite, vous n'avez pas trop le temps de réfléchir, explique-t-elle. Et quand vous êtes dans un parti, vous êtes trop assoupi pour réfléchir.»* Ses aînés apprécieront.

Alors que la France flirte avec la récession et que Hollande a fait de l'équilibre des finances publiques un pilier de son programme, Cartes sur table s'est refusé à dresser un seul inventaire de dépenses nouvelles. *«Nous sommes de gauche mais nous sommes*

également réalistes, explique Agathe Cagé, on s'inscrit dans l'ordre du possible, pas du rêve.» Sur les 100 mesures proposées, 58 ne coûteraient pas un centime de plus à l'Etat - le plus souvent via l'adoption d'une simple norme administrative, plus rarement d'une loi. Mais 35 présenteraient, elles, un coût pour la collectivité - plutôt modique la plupart du temps. Un million d'euros, par exemple, pour créer une bourse nationale des stages de l'enseignement supérieur, 3 millions pour la mise en place d'un numéro téléphonique unique d'urgence sociale.

Seules quelques mesures phare coûtent jusqu'à un milliard d'euros, par exemple la mise en place d'une garantie d'accès de tous aux compléments santé (7% de la population n'en bénéficie pas). Même ordre de grandeur pour le respect des promesses françaises en matière d'aide publique au développement (970 millions d'euros).

Doublon. Parmi les 100 mesures, sept ramèneraient de nouvelles recettes suffisantes au financement de l'ensemble des autres. L'abolition d'un quotient conjugal dans le calcul des impôts permettrait notamment de dégager chaque année 24 milliards d'euros, sans rien changer à l'assiette et aux taux de l'impôt sur le revenu. D'autres relèvent du simple bon sens, comme la suppression des Maisons de l'emploi (40 millions), qui doublonnent avec le guichet unique qu'est devenu Pôle Emploi. Plus audacieuse, l'idée de soumettre à l'impôt sur le revenu les «revenus fictifs», que constitue l'absence de loyer pour les millions de propriétaires ayant remboursé leur emprunt, rapporterait 5,5 milliards par an. *«Si toutes ces mesures étaient mises en place, l'Etat serait largement bénéficiaire au final, conclut Agathe Cagé. Cela montre qu'il existe bien des marges de manœuvre sans que cela se traduise par une ponction supplémentaire sur l'économie.»*

Cartes sur table, la motion du bon sens en sept chapitres

Egalité des chances, modernisation de l'Etat, écologie... Revue des principales propositions du jeune think tank qui veut sortir de l'idéologie techno et revendique son ancrage dans la réalité.

Par CHRISTOPHE ALIX

De la sécurisation des logements dans les zones sensibles aux cambriolages en passant par la lutte contre l'obésité, de la systématisation du don d'organes à la modernisation de la protection sociale étudiante, les 100 propositions de Cartes sur table, toutes tirées de *«l'expérience vécue»* de ses membres, témoignent d'un éclectisme qui a quelque chose de rafraîchissant. Ces idées n'ont certes pas la prétention de couvrir toutes les thématiques, mais la plupart d'entre elles apporteront des changements très concrets dans la vie des citoyens. Aperçu des plus percutants de ces petits pas qui changent la vie.

Education

François Hollande a fait de la jeunesse sa priorité, Cartes sur table lui donne du grain à moudre pour muscler son programme éducatif. Le think tank propose d'abord de généraliser le dispositif «école ouverte» pendant la période estivale afin d'offrir aux jeunes qui le souhaitent un accès aux installations sportives et informatiques des établissements. Autre suggestion, *«rendre l'école obligatoire»* pour tous les enseignants avec une formation continue annuelle de cinq jours dans le primaire et le secondaire qui aurait lieu sur le temps des vacances scolaires. Afin de lutter contre la primauté donnée à la filière scientifique, le rapport préconise de renforcer l'enseignement des sciences sociales dans les sections littéraires, avec plus d'économie dans la filière ES et l'introduction du droit et de la psychologie au programme du bac L. Last but not least, Cartes sur table souhaite rendre obligatoires les périodes de stage pour les étudiants à l'université.

Culture et médias

Le think tank fait huit propositions pour *«une culture apparente et des médias transparents»*. A commencer par donner plus de visibilité à l'art en «offrant» plus d'espaces publics à l'art (mairies, écoles, etc.) et en «investissant» dans les jeunes artistes avec un système d'incitation fiscale pour les achats d'œuvres. Pour améliorer la diffusion de la presse nationale, Cartes sur table suggère de la faire distribuer en province par les groupes de presse régionale.

Puisqu'il n'est pas interdit de rêver, le think tank propose également, au même titre que l'allocation de rentrée de scolaire, la création d'une *«allocation culturelle»* (600 millions

d'euros tout de même). Elle permettrait de lutter contre l'inégalité d'accès à la culture en finançant pour tous les élèves la consommation de biens culturels (théâtre, expositions) durant leur scolarité.

Egalité

Pas de modernité sans égalité pour Cartes sur table. Douze propositions sont faites en ce sens, à commencer par un plus large accès aux ressources et outils permettant à chacun de créer son entreprise. Des locaux doivent être mis à disposition des futurs créateurs d'entreprise dans les lycées et des «*incubateurs*» voir le jour dans chaque commune. Autre proposition audacieuse, celle de transformer les Pôles Emploi en s'inspirant du succès des Apple Stores et de ses formations personnalisés avec 180 millions d'euros supplémentaires. Pas sûr, cependant, que cela soit suffisant, alors même que les conseillers de Pôle Emploi sont aujourd'hui dans l'incapacité matérielle de remplir leur mission de suivi personnalisé de tous les demandeurs d'emploi.

Afin de permettre à tous les jeunes qui le souhaitent de passer plus rapidement leur permis de conduire, une autre proposition chiffrée à 4 millions d'euros suggère de créer 40 postes d'inspecteur de plus par an et de permettre aux postulants de passer leur examen en soirée et les week-ends. Bien représentatif de l'approche très pragmatique et en général économe de Cartes sur table, la proposition d'obliger les propriétaires des zones sensibles à prendre à leur charge la pose de verrous doit apporter une réponse très concrète à la lutte contre l'insécurité.

En attribuant au combat contre l'obésité les mêmes moyens que s'il s'agissait d'une épidémie (75 millions d'euros supplémentaires), la lutte contre cette inégalité face à la santé gagnerait également en efficacité.

Ecologie

Le think tank fourmille d'idées dans ce domaine clé pour réussir la transition vers un modèle économique plus durable. A commencer par l'urgence d'adopter une norme européenne «*claire et uniforme*» en matière de tri sélectif. Le rapport propose de réhabiliter les friches industrielles via des procédures d'expropriation. Il souligne que le soutien financier apporté à la reconversion de 18 d'entre elles ne constitue qu'un «*palliatif précaire*» et qu'il convient d'exproprier tous les propriétaires qui auraient laissé leurs terrains en l'état pendant plus de cinq ans.

Un label «*sans additif*» pourrait voir le jour pour les aliments «*à fort enjeu esthétique*», tels que le saumon, le jambon ou les pommes. Des produits certes moins jolis sans leurs colorants habituels mais plus naturels et d'aussi bonne qualité que les produits colorés. Afin de limiter les effets néfastes de la grande distribution, il est suggéré d'interdire aux hypers de fixer un prix d'achat inférieur à celui de la production agricole.

Bien plus coûteuse, la connexion des zones périurbaines grâce au tram-train (un milliard d'euros) permettrait de mieux connecter entre elles les villes de périphérie et de donner un sens plus positif à la nouvelle «*rurbanité*». Un forfait global pour les tarifs sociaux des différents «*biens communs*» (énergie, eau, Internet) simplifierait la distribution de ces services essentiels aux plus démunis. Une question d'organisation avant tout.

Réactivité et responsabilité

Se doter d'un Etat à la fois plus réactif, plus responsable et plus réciproque est un autre chantier ouvert par Cartes sur table. Les élus seraient les premiers concernés avec un encadrement bien plus strict de leurs activités : obligation de rendre public leurs frais

professionnels, interdiction aux ministres d'exercer le moindre mandat local et aux parlementaires de faire plus de deux mandats successifs.

Plusieurs propositions s'attaquent au très coriace mille-feuille administratif français, comme celle de fusionner les 398 communes intégrées dans les 15 grandes communautés urbaines de l'Hexagone. La nécessité de doter les collectivités territoriales de ressources pérennes et dynamiques n'est pas oubliée avec la suggestion originale d'attribuer aux régions une partie de la quote-part de la TVA. Et comme l'Europe est également celle des fonctionnaires, la multiplication des échanges de personnel entre pays permettrait de mieux diffuser les bonnes pratiques publiques.

Retraite, fiscalité et banques

Il reste beaucoup à faire pour que la forteresse de Bercy *«s'éveille»*, comme l'écrit le rapport. Pas moins de 19 propositions sont formulées en ce sens. Elles vont de la fin de la double peine pour les chômeurs, qui ne bénéficient pas des mêmes droits à la retraite pour leurs périodes d'inactivité lorsqu'ils sont en formation, à l'affirmation que *«20 fois plus, c'est déjà pas mal»* en matière d'écart de salaires dans les entreprises de plus de 500 salariés.

Cartes sur table reprend quantité de propositions déjà exprimées durant la campagne par les différents candidats de gauche (favoriser la reprise des entreprises en liquidation judiciaire par leurs salariés, conditionner l'aide de l'Etat aux banques à l'entrée dans leur conseil d'administration, réserver le crédit impôt recherche aux petites et moyennes entreprises), mais ajoute également sa petite touche personnelle. Comme lorsqu'elle suggère la création d'un plancher fiscal minimum égal à 20% des revenus au-delà de deux Smic ou propose d'étendre la portabilité, déjà en place pour les numéros de téléphone, au changement de banque ou de fournisseur d'électricité. Avec Cartes sur table, les banques seraient également dans l'obligation de proposer des produits financiers standards avec des frais de gestion faibles, un risque limité et un rendement net de frais maximal pour le risque donné. De nouvelles recettes pourraient enfin être facilement mobilisées en taxant les plus-values foncières pour financer les infrastructures publiques ou en tenant compte des prix de l'immobilier dans le calcul des impôts locaux.

Solidarité

Elle commence par celle que la société doit aux malades en attente de greffes d'organes. Lorsqu'il obtient son permis de conduire, chaque conducteur devrait dire s'il accepte d'être donneur. Leur nombre potentiel ferait un bond impressionnant. Quant aux subventions à la petite enfance de l'Etat, elles seraient modulées en fonction des ressources de chaque collectivité de manière à donner plus à Aubervilliers qu'à Neuilly-sur-Seine.

Les aides aux logements pour les étudiants, dont l'effet inflationniste sur les loyers n'est plus à démontrer, seraient supprimées au profit d'une revalorisation des bourses étudiantes.

Quant à la prise en charge, aujourd'hui universelle, de la dépendance, elle varierait en fonction du patrimoine de chaque citoyen. A chaque citoyen de payer et de recevoir selon ses moyens. En somme, une approche de gauche de l'Etat-providence.

Sud Ouest, 14 août 2012

L'impatience des jeunes de gauche

En français, ça s'appelle un « groupe de réflexion ». En anglo-médiatico-novlangue, un « think tank ». Cartes sur table (CST) émerge dans cette catégorie. Résolument à gauche, ce collectif rassemble des têtes bien faites, « des jeunes de 25 à 35 ans issus d'horizons divers », selon son manifeste, qui revendique un rôle de « poil à gratter ».

Cartes sur table est astucieux, c'est son premier mérite. Plutôt que de se fondre dans l'anonymat des contributions de campagne, il a attendu les cent jours de François Hollande pour formuler « 100 propositions qui contribueront à améliorer la vie quotidienne ». Dans la molle torpeur aoûtienne, cela se remarque.

Deuxième singularité : le travail du groupe se veut à la fois pragmatique et réaliste. Selon CST, quelques-unes de ces 100 propositions rapporteraient suffisamment d'argent à l'État pour financer toutes les autres.

CST n'hésite pas à heurter quelques tabous de la gauche. Par exemple en réclamant de « rendre l'école obligatoire pour les enseignants », avec l'instauration d'une formation continue de cinq jours par an sur le temps de vacances. Les propositions sont courtes, et souvent fort peu technocratiques. Comme le souhait de s'inspirer du « succès des Apple stores » pour humaniser l'accueil au Pôle emploi.

Ce travail, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, ne perd pas de vue le bon sens. Il s'agit de faire de la lutte contre l'obésité une grande cause nationale ou d'obliger les bailleurs à équiper les domiciles de portes blindées dans les zones où les cambriolages sont légion. Sur le modèle de la portabilité du numéro de téléphone, Cartes sur table veut aussi instaurer celle du numéro de compte bancaire. Pour qu'enfin l'impatience des jeunes fasse bouger les choses.

J.-D. R.

La Croix.com, 13 août 2012

« Cartes sur table », un nouveau think tank qui offre ses compétences au PS

- **Un nouveau think tank proche du parti socialiste vient de publier 100 propositions, à l'occasion des 100 jours de François Hollande à la tête de l'État.**
- **Se voulant jeune et accessible, il se positionne à la gauche du parti socialiste, défiant ainsi son aînée Terra Nova.**

Cent jours sous la présidence de François Hollande, et déjà cent propositions. Le think tank « Cartes sur table » vient de publier son manifeste, consistant en une centaine de propositions concrètes. Ce laboratoire d'idées a été créé à l'occasion de la campagne présidentielle 2012, par de jeunes technocrates proches du parti socialiste, dont les CV égrènent les écoles les plus fameuses : Harvard, l'ENA, Dauphine. Pourtant, ses membres veulent se distinguer de la fondation Jean Jaurès ou de Terra Nova, ses aînées.

« Nous avons auparavant écrit pour la fondation Terra Nova, explique Julia Cagé à l'origine avec sa sœur Agathe du projet. On y est allé avec notre enthousiasme, on fourmillait d'idées, on avait fait des études, et on nous faisait un procès en illégitimité. D'autres amis avec qui on parlait de politique, et qui n'avaient pas été formés aux bonnes écoles, y trouvaient porte close ».

Les fondateurs de ce nouveau think tank sont trentenaires. Ils ont été marqués soit par la mobilisation contre le CPE, soit par l'aventure de la campagne pour Ségolène Royal en 2007. *« Nous nous sommes prises très tôt de passion pour la politique mais nous ne sommes pas encartées au parti socialiste ! »*, précise Julia Cagé.

Un accent particulier est mis sur la jeunesse

Les 100 propositions sont leur acte de naissance politique. *« Notre but, c'est de produire des choses facilement lisibles, tweetables, même. Pour que chacun puisse s'en emparer et rebondir. Nous voulons également mettre en place un blog sur notre site pour laisser place à l'interactivité »* poursuit-elle.

Leurs propositions traitent aussi bien d'écologie, de fiscalité, que de solidarité ou d'éducation. Un accent particulier est mis sur la jeunesse, un thème central dans la campagne de François Hollande. Cartes sur table propose par exemple de généraliser l'opération « école ouverte », qui consiste à maintenir les collèges et lycées ouverts pendant les vacances d'été pour permettre aux jeunes d'accéder à des pratiques culturelles et sportives.

Les contributeurs proposent également de rendre les stages en entreprise obligatoires pour les étudiants de l'université ; de rendre ceux-ci plus accessibles grâce à une bourse nationale des stages de l'enseignement supérieur ; d'attribuer une allocation culture annuelle à chaque élève ; ou encore de rendre le permis de conduire gratuit pour les jeunes en rupture scolaire.

Renforcer le contrôle citoyen sur les politiques

Ces jeunes intellectuels sont également préoccupés par l'égalité entre les sexes, et veulent supprimer le quotient conjugal, qui favorise les couples présentant de fortes différences de revenus.

Enfin, la moralisation de la vie politique chère au président de la République est aussi présente dans leur catalogue de propositions : rendre public les frais professionnels des parlementaires, afin de renforcer le « contrôle citoyen sur les politiques ».

Bien que Cartes sur table affirme avoir une matrice idéologique commune « *avec la gauche du parti socialiste, pour l'égalité et avec une vraie volonté de justice* », il est difficile de trouver un fil rouge, une cohérence entre toutes ces propositions.

Un nid à idées

« *L'idée, c'est que chacun mette ses compétences à disposition, débattenne de propositions, que l'on devienne un nid à idées* », justifie Julia Cagé.

Ensuite, on dit aux politiques : « *Allez-y, vous pouvez piocher.* » Une ligne que Sébastien Chaillou, trésorier de l'UNEF, réputée à gauche du parti socialiste, raille sur son compte Twitter : « *Terra Nova peut se rassurer, il y a de la relève pour les think tank technocrates sociaux-libéraux* ».

Les jeunes de Cartes sur table ont choisi de se grouper en think tank « *pour le côté participatif et la liberté de pensée* ». « *Si on avait écrit une motion pour le congrès de Toulouse, il aurait fallu faire plaisir tel ou tel courant, faire des compromis, de la langue de bois...* ». La forme think tank sied à des jeunes qui ne viennent pas de grandes écoles. Mais Julia Cagé compte bien à l'avenir associer des auteurs issus des classes populaires.

ELSA SABADO

"Les think tanks ont gagné en savoir-faire"

INTERVIEW - Le think tank Cartes sur table a publié, lundi dans *Libération*, 100 propositions à l'occasion des 100 jours de l'arrivée de François Hollande au pouvoir. Contacté par *leJDD.fr*, le président de l'Observatoire Français des Think Tanks, Sélim Allili, fait le point sur ces laboratoires d'idées.

Comment expliquer l'émergence de ces laboratoires d'idées ?

Plusieurs facteurs y concourent. Il y a évidemment une certaine crise des partis politiques comme organe de production. Depuis de nombreuses années, ils sont confrontés à une problématique programmatique : comment faire en sorte de produire des idées en lien avec le reste de la société sachant que les adhérents à ces partis - dont le nombre est très faible - sont souvent sociologiquement assez homogène? A mon sens, il y a une vraie crise de la représentation.

Quels sont les autres facteurs ?

Le sens de la communication et du marketing. Une partie de ces think tank ont été capables, avec des moyens parfois limités, de faire parler d'eux. Le fait d'avoir une double page dans *Libération* - même au mois d'août - est très intéressant. Les think tank ont gagné en savoir-faire, même s'il y a encore du travail. Par ailleurs, certains groupes de citoyens ressentent le besoin de réfléchir en dehors des carcans des partis, syndicats ou associations bien implantées. Il y a une vraie volonté du citoyen de s'investir dans la chose publique.

«Une structure qui a vocation à produire des solutions de politiques publiques» Concrètement, quel est l'objectif des think tank ?

Ce vocable - tiré des sciences politiques anglo-saxonnes - est parfois utilisé à tort et à travers aujourd'hui. Un think tank est une structure permanente qui a vocation à produire des solutions de politiques publiques.

Ont-ils une réelle influence sur la politique menée par les responsables politiques ?

C'est un éternel débat. Si on mesure simplement l'influence à la parenté directe d'un projet de loi, c'est très compliqué. Les think tank ne sont pas les seuls à vouloir influencer le cours des choses. Il y a les corps intermédiaires, les syndicats, les lobbyings privés... Mais être médiatisé, comme Cartes sur table aujourd'hui, est aussi une manière d'influencer indirectement. Cela va leur permettre de changer de dimension et d'apparaître dans le débat public.

Les responsables politiques sont-ils friands de ces laboratoires d'idées ?

Je suis convaincu qu'ils sont friands d'idées éventuellement neuves ou innovantes. Mais, ils ne vous le diront pas encore pour un problème de légitimité. En France, nous sommes encore dans un processus assez classique. C'est très compliqué pour un homme politique de dire qu'il ne s'est pas directement inspiré de l'organe partisan dont il est issu, mais d'un think tank.

Certaines personnalités politiques ont créé leur propre club. Les considérez-vous comme des think tank à part entière ?

L'avantage pour eux est qu'il n'y a pas de copyright sur le terme think tank. Mais nous excluons *de facto* les clubs des personnalités politiques, des structures qui n'ont pas vocation à être pérennes. La plupart du temps, ce sont des coquilles vides en termes de production, si ce n'est promouvoir l'action de telle ou telle personnalité.

«Les idées sont aussi importantes que le format qui les supporte» Quant à leur composition, les think tank ne se ressemblent-ils pas tous ?

Il y a évidemment une certaine homogénéité sociologique : leurs membres sont souvent diplômés des grandes écoles. C'est un problème sans en être un. On peut effectivement considérer qu'à partir du moment où on est issu des mêmes structures, on pense la même chose que ses prédécesseurs. Ce n'est pas complètement faux. Mais d'un autre côté, ce n'est pas parce qu'on est issu de ces écoles-là qu'on ne peut pas avoir une pensée originale et innovante. Il faut juger les gens sur leurs propositions, plus que sur leur passé.

Le think tank Cartes sur table est composé de membres âgés de 25 à 35 ans. Est-ce une nouveauté ?

Non, il y a déjà eu de telles structures par le passé. Par contre, c'est assez neuf de se présenter de cette façon-là. En général, les think tank se développent plutôt autour de personnalités plus âgées qui peuvent s'appuyer sur leurs réseaux personnels et professionnels, nécessaires notamment pour lever des fonds.

François Hollande veut faire de la jeunesse l'une des priorités de son mandat. Cela peut leur être favorable ?

Complètement. Le fait que François Hollande ait fait de la jeunesse l'une de ses priorités - en tout cas dans les mots - est une belle opportunité pour Cartes sur table.

La cofondatrice Agathe Cagé défend une approche différente, qui passe par la formulation de propositions courtes - "des choses tweetables" - et fait la distinction avec les notes de Terra Nova par exemple. La forme des propositions est-elle importante ?

C'est très important. Cartes sur table peut éventuellement marquer sa différence et son originalité dans sa capacité à adresser aux décideurs des choses simples, faciles d'accès et qui n'en sont pas moins pertinentes. Les idées sont aussi importantes que le format qui les supporte. Ce pourrait être sa vraie valeur ajoutée.